

## CHAPITRE 16.

# « MIGRATIONS ET DÉVELOPPEMENT » : UNE ORGANISATION NON GOUVERNEMENTALE AU SERVICE DU CO-DÉVELOPPEMENT

*par*

Nadia Bentaleb et Lahoussein Jamal,  
« Migrations et Développement », Organisation non gouvernementale

### Introduction

Dans le sud du Maroc, d'un point de vue historique, la migration interne a précédé la migration vers l'étranger. Les migrations internes sont étroitement liées aux zones de concentration des programmes de développement dans les zones urbaines au détriment des zones rurales. Il est vrai que les politiques d'industrialisation ont favorisé la migration des travailleurs des zones rurales vers les principaux centres urbains : Agadir, Casablanca et Rabat. Les travailleurs du sud marocain ont fortement investi dans le commerce. Au début du XX<sup>e</sup> siècle, l'attrait d'un monde meilleur par l'immigration a été véhiculé pendant les deux grandes guerres, époque à laquelle la France faisait appel au volontariat au Maroc pour renforcer l'armée française. L'engagement de plusieurs villageois et surtout des notables et lettrés du village (instituteur) a bouleversé les modèles de réussite sociale. La migration était déjà perçue comme le seul moyen de réussir. Puis, jusqu'au milieu des années 60, de nombreux travailleurs ont été candidats à l'immigration en France, principalement sous « l'effet pull » (demande des entreprises françaises)<sup>1</sup>. C'est de cette vague d'immigration que Jamal Lahousseine est issu. En effet, on ne peut parler des actions de co-développement de « Migrations et Développement » sans faire un petit détour par l'histoire de cet homme pour mieux comprendre la naissance des initiatives privées en faveur du développement de leur village d'origine. Ayant perdu l'emploi qu'il occupait dans l'usine sidérurgique en 1986, Jamal a amorcé une dynamique en investissant sa prime de licenciement dans le projet d'électrification de son village d'origine. Pour cela, il a convaincu d'autres collègues de rassembler les primes de licenciement pour effectuer un projet commun. C'est ainsi que l'organisation non gouvernementale « Migrations et Développement » (M&D) est née. A l'origine, Migration et Développement s'appelait « Retour et Développement ». Le changement de nom interviendra en 1989 car « Retour et Développement » suscitait une méfiance de la part des migrants du fait de l'évocation d'un retour définitif.

1. On distingue « l'effet pull » (l'attraction des migrants par le pays d'immigration constitue le facteur majeur) de « l'effet push » (la volonté des migrants de quitter leur pays est l'effet majeur). Quand les deux effets sont à l'œuvre, la migration est maximale.

« Migrations et Développement » a été créée dans le but de favoriser l'insertion sociale des migrants et de promouvoir des actions de développement dans les régions d'origine de l'immigration. La mobilisation des migrants est à la fois source, raison d'être et moteur principal des actions de M&D : en étant à l'origine des actions de développement, ils retrouvent, avec leur famille, un statut au sein de leur village, ils renforcent leur intégration dans le pays d'accueil et œuvrent pour un rapprochement entre les deux rives de la méditerranée. M&D a depuis impliqué des migrants d'origine diverses et différentes personnes en Europe voulant s'investir dans une action de solidarité. Depuis 1996, M&D est reconnue comme ONG internationale par les autorités marocaines.

### **Amorce du développement local en impliquant les migrants**

« Migrations et Développement » intervient essentiellement dans l'Anti-Atlas marocain, une terre durement touchée par la sécheresse depuis le milieu des années 70. L'organisation n'a cessé d'y promouvoir des actions à moyen et long terme afin de développer cette région isolée, aux infrastructures rudimentaires, voire inexistantes. Mais l'objectif de « Migrations et Développement » n'est pas uniquement de réaliser des projets mais de contribuer à l'amorce du développement en impliquant plusieurs acteurs et en particulier les migrants. M&D soutient depuis le début plusieurs groupes de migrants pour les aider à contribuer au développement de leur pays d'origine.

#### ***Les prémisses du développement local : les infrastructures de base<sup>2</sup>***

Les principales réalisations ont porté sur :

- La conduite d'un vaste projet d'électrification décentralisé de 116 villages dans quatre provinces du sud du Maroc pour l'extension du programme d'électrification rural global mené par les autorités marocaines sur plus de 520 villages de la province de Taroudannt et 1 500 villages pour l'ensemble du Maroc en 2004.
- La réalisation de travaux permettant d'améliorer l'alimentation en eau potable des villages et favoriser l'irrigation des cultures : plus de 100 puits creusés, 14 retenues collinaires, 25 pompes installées depuis 1970, programme d'irrigation de 350 hectares de zones de bourgs pour réhabiliter les safranières dont on tire le pistil de safran.
- Le lancement, au début des années 90, avec les élus et administrations locales, d'infrastructures routières dans la province de Taroudannt (routes et pistes). Il faut savoir qu'en 1999, près de 300 000 habitants de cette province vivaient dans des zones difficiles d'accès et que sur les 89 communes que compte cette province, 39 ne sont pas encore reliées au réseau routier. Au total, la démarche développée dans le cadre du programme d'évaluation et de capitalisation des initiatives locales (ECIL) a permis la construction de 603 km de routes pour accéder aux 39 communes rurales non encore reliées au réseau routier national.

2. Pour plus de détails, lire l'ouvrage récemment paru en février 2005 de Zakia Daoud « Marocains de l'autre rive », coédition Paris-Méditerranée-France et Tarif Éditions Maroc qui dresse un panorama des actions de M&D depuis sa création.

- En même temps que les premiers chantiers d'électrification, M&D a développé les écoles non formelles (ENF), accueillant dans une classe unique, et avec des horaires et modes éducatifs adaptés aux villageois, des jeunes de 6 à 18 ans, et a construit des dispensaires sociaux. Depuis 1996, M&D a créé et animé 26 écoles dont les animateurs sont appelés à devenir des agents de développement pour les villages. Fin 2002, les autorités marocaines ont manifesté leur volonté de prendre en compte la scolarisation des petits villages éloignés en créant un Secrétariat d'Etat auprès du ministre de l'Éducation nationale et de la Jeunesse, chargé de l'alphabétisation et de l'éducation non formelle. Néanmoins, de nombreux problèmes persistent : dans la seule province de Taroudannt, 165 douars ne disposent toujours pas d'écoles. Enfin, en ce qui concerne la construction des dispensaires sociaux, la difficulté rencontrée tient à la pénurie du personnel médical (infirmiers).

Mais assurer le développement durable d'une région, c'est aussi sensibiliser les acteurs des deux rives, migrants et autochtones, français et marocains de la seconde et troisième générations, aux liens qui unissent la France et le Maroc. Les programmes d'échanges bilatéraux de M&D ont l'ambition de mieux faire connaître cette région aux jeunes Français issus ou non de l'immigration, mais aussi d'accueillir en France des Marocains afin de promouvoir des rencontres pouvant déboucher sur des jumelages entre les régions. Depuis 1989, plus de 100 chantiers d'échanges de jeunes ont eu lieu avec plus de 1 000 participants. Ces chantiers ont été l'occasion pour chaque groupe d'être associé aux villageois pour des actions dans les villages d'accueil (construction de canaux d'irrigation, de petits bâtiments), de découvrir une culture différente (souvent celle de leurs parents) tout en les impliquant et en leur fournissant une sensibilisation concrète au développement.

### ***La transition possible : l'essor des activités génératrices de revenus et du tourisme solidaire***

Enfin, depuis 1999, l'investissement économique relatif à la valorisation de produits locaux et le tourisme rural se sont développés. Assurer le développement durable d'une région, c'est aussi responsabiliser et former les acteurs et faire en sorte qu'ils disposent des structures *ad hoc* leur permettant de prendre en main leur développement. C'est accompagner et structurer la société civile afin de promouvoir la démocratie locale. Pour répondre à ces exigences, M&D a élaboré des règles inspirées de la démarche participative qui définissent les conditions requises pour mener à bien les différents projets de développement durable. C'est pourquoi M&D préconise la création d'associations villageoises et leur fédération pour prendre en main des projets communs. Ces structures permettent la prise en charge et la maîtrise par les villageois et les migrants des projets d'électrification, d'irrigation ou de construction de routes. Elles permettent en outre d'associer activement les migrants à leur village d'origine, de réduire les délais de réalisation des projets ainsi que leurs coûts. Elles assurent enfin la création d'emplois au niveau local.

Pour faire face à ces défis et promouvoir le concept du développement durable intégré, M&D a mis en place, avec de nombreux acteurs, le plan d'action concertée pour la province de Taroudannt (PACT). Lancé en 2002, ce programme ambitieux offre de nouvelles perspectives de croissance et ouvre de nouvelles voies. Il promeut une approche globale du développement qui prend en considération aussi bien les infrastructures que les aspects socio-économiques, environnementaux, culturels. Les pistes privilégiées

aujourd'hui visent à développer le tourisme solidaire permettant notamment de valoriser l'artisanat local, de développer la filière d'huile d'olive, de mettre en valeur la production du safran et la production laitière, de soutenir les productions dérivées de l'argan (huiles, savons). Autant de projets visant à exploiter au mieux les richesses naturelles et les savoirs faire locaux tout en respectant l'équilibre écologique et culturel de cette magnifique région.

### ***L'éducation au développement : condition nécessaire d'une amorce de développement local***

« Migrations et Développement » a pu capitaliser des transferts collectifs d'argent et les structurer autour de projets d'infrastructure. Les transferts ont été réalisés au coup par coup en fonction de la motivation de chacun. Les migrants ont contribué à renforcer la société civile et les échanges Nord-Sud, qu'ils soient économiques, sociaux ou culturels - par des transferts de fonds, de compétences et autres savoir-faire acquis au Nord. Ils sont devenus des interlocuteurs privilégiés, de véritables agents de développement local impliqués dans la création et la pérennité de plus de 450 associations villageoises au Maroc et dans la structuration de plus de 30 associations en Europe dans le champs d'action de M&D. La réalisation des différents projets a permis un apprentissage du développement local par les forces en présence. Les migrants, appuyés à l'origine par M&D, ont pu établir directement des liens avec les associations villageoises et entreprendre de nouveaux projets de développement. Les projets initiés par M&D, dans le domaine de l'électrification par exemple, ont permis non seulement l'accès à l'énergie de tous les villageois mais aussi de constituer des fonds de développement pour d'autres projets. Actuellement, la plupart des associations villageoises, ayant investi dans un projet d'électrification par exemple, disposent d'environ 15 000 EUR à partir d'un système d'épargne permettant d'alimenter un véritable fond de développement. Les villages dépendant à l'origine de l'extérieur, ont pu s'autonomiser et assurer la pérennisation des projets. Ils sont devenus de la sorte moins vulnérables. A travers l'exemple du village d'Imgoun apparaît une dynamique du développement, dont M&D est à l'origine avec l'implication des migrants.

#### **Encadré 16.1 Exemple d'amorce de développement : le cas du village d'Imgoun**

Après deux années de réflexion, en 1989, l'association villageoise d'Imgoun réalise l'électrification du village et l'installation de 134 compteurs avec l'appui et la contribution financière à hauteur de 30 % des immigrés de l'ensemble du projet. Le prélèvement d'une taxe de 2 EUR par compteur par mois, en plus du recouvrement des factures d'électricité, permet de constituer un fond de développement qui permettra la réalisation de nombreux autres projets.

1990 : L'association villageoise aménage l'école d'Imgoun en partenariat avec M&D.

1992 : L'association villageoise construit le dispensaire d'Imgoun.

1996 : L'association villageoise réalise trois retenues collinaires.

2003 : L'association villageoise goudronne 2.5 km de route.

2004 : L'association villageoise permet de réaménager 150 hectares de zones de bourgs en périmètre irrigué et met en place 1.5 km de canaux d'irrigation.

2005 : Création de la coopérative agricole dans la commune rurale de Tassousfi, non loin d'Imgoun, regroupant majoritairement les agriculteurs d'Imgoun.

Chaque association villageoise organise en plus une assemblée générale qui est l'occasion de récolter les cotisations de chaque adhérent pour réaliser des projets communautaires. L'investissement initial des immigrants est de ce fait dépassé par la dynamique enclenchée. Toute personne du village peut potentiellement participer à un projet. Cela introduit de nouveaux rapports dans le village puisque les notables ne sont plus les seuls acteurs en présence. Le développement économique est désormais possible dans les villages grâce à l'investissement qui est réalisé dans le domaine des infrastructures et les innovations organisationnelles permises par l'éducation au développement.

## Bilan des expériences de « Migrations et Développement »

« Migrations et Développement » a fait l'objet d'une évaluation externe entre l'été 2003 et le début 2004. L'évaluation de Jean-Louis Pallanca montre que les effets des projets conduits par M&D « n'ont que des impacts positifs pour les destinataires » :

- Amélioration des relations entre populations et pouvoirs politiques et administratifs.
- Amélioration des relations entre migrants et villageois, entre les générations au sein des villages et parmi les migrants.
- Rééquilibrage des relations au sein des villages en redonnant plus de poids aux villageois actifs par rapport aux anciens (cependant, le poids des femmes reste à renforcer).
- Amélioration de l'accès à l'eau et de sa gestion rationnelle, impact positif sur l'hygiène.
- Transfert des compétences techniques, d'organisation et de gestion.
- Augmentation de l'autonomie des villageois qui ont pris conscience du rôle qu'ils peuvent réellement jouer dans le développement de leur région à la lumière des projets réalisés et réussis.

D'autres éléments sont aussi importants à souligner et sont fondamentaux dans l'action de M&D :

- Les infrastructures élaborées avec les migrants et les villageois par M&D continuent de fonctionner après le retrait de notre association : l'autonomie technique au niveau électricité est « quasi totale », les installations réalisées ne connaissent « aucun dysfonctionnement ».
- Les institutions créées à l'occasion des interventions de M&D – les associations villageoises (AV) – survivent aux projets initiaux (« nulle part nous n'avons constaté la disparition d'une association pour cause de fin de projet »).
- Les actions de M&D ont permis la création ou le développement de plusieurs entreprises artisanales, passées de l'informel à l'économie formelle (électricité, puits, génie civil), ainsi que des coopératives de producteurs (et productrices).

L'ensemble de ces éléments constituent pour M&D une validation de la méthode participative adoptée : l'action de M&D est réellement appropriée par les villageois. Le processus est auto-entretenu, les transferts des compétences techniques et des méthodes d'organisation sont durables. M&D a bataillé pour faire bouger les mentalités, associer

l'Etat marocain et français ainsi que l'Union européenne aux projets et sensibiliser les responsables locaux aux programmes de développement. L'énergie des collaborateurs (bénévoles et salariés) a su vaincre ces difficultés. Les actions de M&D s'étendent aujourd'hui sur des territoires plus vastes qui impliquent de nombreux acteurs locaux et extérieurs rendant la démarche participative prônée par M&D plus complexe, tant du point de vue financier que du point de vue organisationnel.

Au Maroc, la situation évolue : la décentralisation se met en place et les actions de M&D intéressent de plus en plus les collectivités locales et leurs élus. M&D coordonne fréquemment ses actions avec les différents services de l'Etat (agriculture, équipement, santé, éducation). Le mouvement des associations de développement prend de l'ampleur et les associations villageoises se fédèrent pour mettre en place des actions communes. Ce sont là des points positifs. M&D a réussi à mobiliser des financements marocains sur des projets divers : tourisme, micro-projets villageois, irrigation, atelier de valorisation de produits agricoles, etc. Le soutien croissant au niveau national des autorités marocaines en faveur des actions de M&D ne rejoint pas toujours celui de l'administration et des services de l'Etat au niveau local. Cela montre à la fois le décalage politique entre le national et le local et en même temps la lourde tâche de M&D pour accompagner les évolutions au niveau local sans s'enfermer dans des conflits ouverts. Par ailleurs, l'association a été sollicitée par les pouvoirs publics marocains pour apporter son expérience à l'élaboration des politiques publiques de lutte contre la pauvreté en milieu rural. Des collectivités locales ont également fait appel à ses conseils au Maroc. Mais ces sollicitations, qui mobilisent les cadres de M&D, consomment du temps et ne sont pas financées.

Il n'en demeure pas moins que la situation reste fragile. Actuellement, M&D doit faire face à de profondes mutations de la migration marocaine :

- Vieillesse de la première génération de migrants.
- Émergence d'une diaspora (cadres, étudiants, commerçants et artisans).
- Féminisation.

C'est en fonction de ces profondes évolutions que « Migrations et Développement » est amenée à définir ses nouvelles orientations :

- Élargissement des champs d'intervention, qui embrassent désormais toutes les dimensions du développement, depuis les infrastructures de base jusqu'aux activités économiques en passant par l'éducation et la santé, la lutte contre le travail des enfants, avec un fil reliant tous ces champs, l'éducation à la démocratie par l'action.
- Renforcement des partenariats avec les collectivités locales (communes rurales, provinces) dans le cadre de la politique marocaine de décentralisation.
- Importance croissante de la formation des adultes à la gouvernance locale (cadres des associations villageoises, des communes rurales et des administrations décentralisées).
- Soutien aux activités économiques des villageois pour renforcer leur pouvoir de négociation sur les marchés (soutien aux coopératives, formation des coopérateurs).
- Mise en réseaux des acteurs sur le terrain (fédérations d'associations villageoises et de coopératives) et des migrants dans le pays d'accueil.

## Conclusion

Au début, en 1986, année de notre création, M&D se confondait avant tout avec l'histoire d'un homme, Jamal, et d'un groupe de migrants originaires du Maghreb qui, face à la fermeture de leur usine dans les Hautes Alpes tentèrent de créer des conditions viables de retour au pays. Très vite confrontés au sous-développement de leur village d'origine, ils vont avec l'aide d'autres associations et de nombreux réseaux d'entraide construire l'histoire de M&D. Dix-huit années pour transformer la vie de villages isolés, pour retisser le lien entre les migrants, pour retrouver une place en France, leur terre d'accueil. Dix-huit années au cours desquelles M&D a fait tâche d'huile : plus de 450 associations villageoises au Maroc qui prennent en charge le développement et la gestion de leurs premières infrastructures, la création, par l'exemple et le soutien, de nombreuses associations d'immigrés en France (OSIM) destinées à promouvoir d'autres projets de développements au Maroc et améliorer l'intégration des migrants dans leur pays d'accueil. Dix-huit années de travail en réseaux avec d'autres associations, des experts venus de nombreux pays, de chercheurs qui travaillent sur la « méthode M&D », les élus locaux et les autorités marocaines au plus haut niveau.

Aujourd'hui, M&D a changé de visage mais pas d'esprit. Prestataire de service à ses débuts, M&D est devenue au cours de son évolution un « facilitateur » et médiateur auprès des nombreux acteurs qui œuvrent au développement de cette région. L'action de M&D a donné une impulsion décisive là où l'Etat marocain était peu présent (notamment en matière d'électrification ou d'éducation dans les villages de l'Anti-Atlas). Mais le succès a un revers. On ne peut plus communiquer ni fonctionner comme nous le faisons à nos débuts. Nous sommes aujourd'hui confrontés à une complexité organisationnelle croissante, à la multiplication des acteurs, bailleurs et prestataires concernés par nos actions de développement, aux écarts entre les demandes des villageois et les orientations des programmes des bailleurs, aux difficultés récurrentes de trésorerie liées aux rythmes spécifiques de chacun de nos partenaires financiers. De plus, nos réseaux et antennes se sont développés sur un territoire plus vaste, ce qui rend plus difficile le maintien du contact avec les villageois et les migrants. Nous devons faire face aujourd'hui à notre propre croissance, ce qui n'est pas si simple. Devons-nous pour autant renoncer à nos ambitions et nous détourner de notre mission initiale ? Loin s'en faut. Nous assumons pleinement ces difficultés et avons conscience que notre capacité d'adaptation, notre flexibilité et la générosité de tous ceux qui ont collaboré jusque là ont fait la force et assuré le succès de notre association. Aujourd'hui, nos ambitions et nos objectifs sont restés les mêmes : mener des actions de développement dans les zones d'origine des migrants, enrayer l'exode à l'émigration et utiliser la dynamique de l'immigration comme force de développement.

Les défis à relever sont nombreux, les problèmes à résoudre ne manquent pas. Les migrants ne transfèrent pas que des flux financiers, mais contribuent aussi au développement de leur pays d'origine par des transferts « invisibles » de savoir faire, des échanges sociaux et culturel. Le cœur des actions de co-développement est précisément basé sur ces mécanismes combinant aussi bien les transferts financiers et les transferts invisibles d'apprentissage.

**PARTIE V.**

**TRANSFERTS DE FONDS ET PROMOTION DU DÉVELOPPEMENT :  
QUELQUES PROPOSITIONS**



## TABLE DES MATIÈRES

<b>Résumé .....</b>	<b>9</b>
---------------------	----------

<b>Introduction : Les transferts de fonds des émigrés et leur rôle dans le développement .....</b>	<b>13</b>
<i>Thomas Straubhaar et Florin P. Vădean</i>	

### PARTIE I. LES FLUX FINANCIERS DE L'ÉMIGRATION ET LEUR IMPACT SUR LE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL

<b>Chapitre 1. L'impact des transferts de fonds sur le développement des pays d'origine : le cas de l'Afrique .....</b>	<b>43</b>
<i>Flore Gubert</i>	

<b>Chapitre 2. Les transferts de fonds des migrants au Maroc et leur utilisation .....</b>	<b>73</b>
<i>Bachir Hamdouch</i>	

<b>Chapitre 3. Mexique : Migrations internationales, transferts de fonds et développement .....</b>	<b>85</b>
<i>Rodolfo Garcia Zamora</i>	

<b>Chapitre 4. Migrations, transferts de fonds et impact sur le développement économique en Turquie .....</b>	<b>93</b>
<i>Ahmet Içduygu</i>	

<b>Chapitre 5. Politiques migratoires, transferts de fonds et développement économique des Philippines .....</b>	<b>101</b>
<i>Carmelita Dimzon</i>	

### PARTIE II. TRANSFERTS DE FONDS ET INFRASTRUCTURES FINANCIÈRES : ENJEUX ET PERSPECTIVES

<b>Chapitre 6. Principaux canaux et coûts des transferts de fonds : le cas de la Turquie .....</b>	<b>109</b>
<i>Elif Köksal et Thomas Liebig</i>	

<b>Chapitre 7. Western Union et le marché mondial des transferts de fonds .....</b>	<b>131</b>
<i>Khalid Fellahi et Susana de Lima</i>	

<b>Chapitre 8. Les service MoneySend et MasterCard™</b> .....	145
<i>Olivier Denis</i>	

<b>Annexe de la Partie II : Les infrastructures financières de transferts de fonds via le système bancaire et les autres circuits financiers : les cas du Portugal, du Maroc, de l'Amérique latine et des Caraïbes</b> .....	149
<i>José Nascimento Ribeiro, Laïdi El Wardi et Mustapha Khyar, Pedro de Vasconcelos</i>	

### PARTIE III. IMPACT MACROÉCONOMIQUE DES TRANSFERTS DE FONDS

<b>Chapitre 9. Quel est l'impact macroéconomique des transferts de fonds sur les pays d'origine ?</b> .....	195
<i>Jackline Wahba</i>	

<b>Chapitre 10. Retombées macroéconomiques des transferts de fonds</b> .....	203
<i>Sena Eken</i>	

<b>Chapitre 11. Les transferts de fonds des migrants, un outil potentiel important pour le développement : le cas de l'Italie</b> .....	209
<i>Ricardo Settimo</i>	

<b>Chapitre 12. Transferts de fonds et développement : le cas de la Grèce</b> .....	215
<i>Nicholas Glytsos</i>	

<b>Chapitre 13. Les migrations internationales et les transferts de fonds réduisent-ils la pauvreté dans les pays en développement ?</b> .....	233
<i>Richard Adams et John Page</i>	

### PARTIE IV. INITIATIVES RÉCENTES EN VUE D'ORIENTER LES TRANSFERTS DE FONDS VERS LE DÉVELOPPEMENT

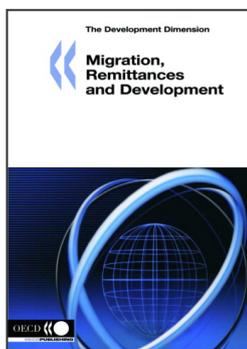
<b>Chapitre 14. Pratique sociale et projet productif : l'expérience <i>Tres por uno</i> (Trois pour un) au Zacatecas, Mexique</b> .....	265
<i>Natasha Iskander</i>	

<b>Chapitre 15. Migrations, transferts financiers et initiatives économiques en Afrique subsaharienne</b> .....	283
<i>Babacar Sall</i>	

<b>Chapitre 16. « Migrations et Développement » : une organisation non gouvernementale au service du co-développement</b> .....	299
<i>Nadia Bentaleb et Jamal Lahoussein</i>	

**PARTIE V.  
TRANSFERTS DE FONDS ET PROMOTION DU DÉVELOPPEMENT :  
QUELQUES PROPOSITIONS**

<b>Chapitre 17. Incorporer certains enseignements des recherches sur la migration dans les politiques des transferts de fonds .....</b>	<b>309</b>
<i>Jørgen Carling</i>	
<b>Chapitre 18. Canaliser les transferts de fonds vers les investissements .....</b>	<b>317</b>
<i>Daniela Bobeva</i>	
<b>Chapitre 19. Mobiliser les migrants pour le développement socio-économique ..... du Mali et du Sénégal</b>	<b>337</b>
<i>Mireille Raunet</i>	
<b>Chapitre 20. L'aide des organisations non gouvernementales dans la collecte des transferts de fonds .....</b>	<b>369</b>
<i>Jacques Ould Aoudia</i>	
<b>Chapitre 21. L'expérience de l'Agence française de développement dans les programmes de codéveloppement .....</b>	<b>373</b>
<i>Guillaume Cruse</i>	
<b>Conclusions .....</b>	<b>383</b>
<i>Berglind Ásgeirsdóttir</i>	



Extrait de :  
**Migration, Remittances and Development**

Accéder à cette publication :

<https://doi.org/10.1787/9789264013896-en>

**Merci de citer ce chapitre comme suit :**

Bentaleb, Nadia et Jamal Lahoussein (2006), « Migrations et développement » : Une organisation non gouvernementale au service du co-développement », dans OCDE, *Migration, Remittances and Development*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/9789264013919-20-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à [rights@oecd.org](mailto:rights@oecd.org). Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) [info@copyright.com](mailto:info@copyright.com) ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) [contact@cfcopies.com](mailto:contact@cfcopies.com).